

[illegible]

ACCORD-CADRE (AC)

<i>L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage</i>
--

Mandataire

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Objet de l'accord-cadre

<i>Lot</i>	
------------	--

Accord-cadre passé sur appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à

Date de l'accord-cadre

<i>Minimum - maximum</i>

24/12/2025

ACCORD-CADRE (AC)

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S).....	4
ARTICLE 2. OBJET ET ETENDUE.....	6
2-1. Objet de l'accord-cadre.....	6
2-2. Décomposition en lots.....	8
2-3. Étendue de l'accord-cadre.....	8
2-4. Typologie des marchés subséquents.....	8
ARTICLE 3. DUREE DE LA VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
3-1. Durée de l'accord-cadre.....	8
3-2. Durée et délais d'exécution des marchés subséquents.....	9
ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES.....	9
4-1. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
4-2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	9
4-3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés. .	10
4-4. Responsabilités et Assurances.....	11
4-5. Clauses sociales et environnementales.....	12
4-6. Formes des notifications.....	12
4-7. Autres dispositions générales.....	13
4-8. Ordres de service.....	13
4-9. Propriété intellectuelle.....	13
4-9. Propriété intellectuelle.....	13
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 6. MISES A JOUR DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	14
6-1. Détermination des Prix.....	14
6-2. Tableau des seuils bornant les offres pouvant être remises en vue d'un marché subséquent	15
6-3. Mises à jour des prix de l'accord-cadre.....	15
6-2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	16
6-3. Choix des index de référence.....	16
ARTICLE 7. PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	16
7-1. Mise en concurrence.....	16
7-2. Conditions de la consultation.....	17
7-3. Documents fournis aux candidats.....	17
7-4. Composition de l'offre pour les marchés subséquents.....	18
7-5. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents.....	18
ARTICLE 8. MODALITES FINANCIERES DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	19
8-1. Avance.....	19

8-2. Variation des prix des marchés subséquents.....	19
8-3. Pénalités.....	19
ARTICLE 9. CAS DE RESILIATION D'UN ACCORD-CADRE.....	20
ARTICLE 11. ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI.....	20
11-1. Formalité de participation.....	20
11-2. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser.....	20
11-3. Publics visés.....	21
11-4. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	21
11-5. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	22
11-6. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	22
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :											

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1											
Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :											

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input style="width: 88%;" type="text"/>	
Domicilié à :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 30%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 30%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input style="width: 88%;" type="text"/>	
Au capital de :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Ayant son siège à :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 30%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 30%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/>
N° d'inscription	<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input style="width: 80%;" type="text"/>

Cotraitant 3	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input style="width: 88%;" type="text"/>	
Domicilié à :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 30%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 30%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input style="width: 88%;" type="text"/>	
Au capital de :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Ayant son siège à :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 30%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 30%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 88%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/> <input style="width: 20px;" type="text"/>
N° d'inscription	<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input style="width: 80%;" type="text"/>

après avoir :

- pris connaissance des clauses du présent accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 4.2, 4.3 et 4.4 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 4-2 et 4-3 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies et selon la répartition des prestations précisée en annexe.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaire** représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ainsi que les attestations visées aux articles 4-2, 4-3 et 4-4 et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent accord-cadre et des marchés subséquents dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixées par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2. OBJET ET ETENDUE

2-1. Objet de l'accord-cadre

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent les travaux programmables de renouvellement des couches de chaussées dans le cadre du programme d'entretien préventif ou du programme de requalification.

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 du CCP.

Les lieux d'exécution des prestations sont **l'ensemble du réseau routier de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest** découpé suivant les lots décrits ci-après.

Ces prestations comprennent également (sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive) :

- le sciage des chaussées avant décaissement,
- les travaux de décaissement de chaussée,
- la création ou reprise des dispositifs d'assainissement et de drainage,
- l'exécution d'engravures transversales ou en rives,
- les purges locales de chaussées,
- le fraisage,
- la mise en dépôt des déblais sur les accotements ou en dépôt définitif ou à disposition du maître d'ouvrage,
- le nettoyage et le balayage mécanique des chaussées existantes,
- la réalisation de couches d'accrochage,
- la reconstruction des chaussées,
- la réalisation des couches de surfaces y compris des enduits superficiels,
- les raccordements de chaussées,
- le scellement de joints et de fissures,
- la réalisation éventuelle de joints d'étanchéité au mastic polymère entre ancien et nouveau,
- le revêtement (bords de purges ou de décaissement, tours de regards, grilles, tampons, etc.),
- la signalisation horizontale,
- la réalisation d'engravures sonores
- la réinstallation des boucles de comptage et capteurs de stations météo.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Elles pourront être complétées, le cas échéant, dans le Cahier des Clauses Spéciales (CCS) des marchés subséquents.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés dits subséquents conclus sur la base de cet accord-cadre seront attribués après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Ces mises en concurrence interviendront lors de la survenance des besoins.

Les marchés subséquents pourront être passés sous forme de marchés à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de passer des marchés subséquents rattachés au même lot se déroulant sur la même période temporelle.

A titre indicatif et sans engagement de la part du maître d'ouvrage, l'estimation en valeur permettant d'apprécier l'ampleur prévisible de la commande est de :

Lot	Volume sur une année moyenne
Lot 1	3 M€ TTC
Lot 2	3 M€ TTC
Lot 3	3 M€ TTC
Lot 4	11 M€ TTC

2-2. Décomposition en lots

L'opération de travaux est allotie. Les prestations objet de la présente consultation portent sur 4 lots séparés de l'opération de travaux désignés ci-après :

Désignation des lots	
Lot 1	Départements de l'Indre (36) et du Cher (18) - A20, RN151, RN142
Lot 2	Départements de la Vienne (86) et des Deux Sèvres (79) - RN147, RN149, RN249
Lot 3	Départements de la Dordogne (24), du Lot et Garonne (47) – RN21 – RN 221 – RN 1021 – Barreau de Camélat (RN 21)
Lot 4	Départements de Haute-Vienne (87), Creuse (23), Corrèze (19), Charente (16) et Allier (03) - A20, RN141, RN147, RN145, RN520, RN 21

2-3. Étendue de l'accord-cadre

Les marchés subséquents concernent des opérations dont le montant estimé est supérieur à 200k€ TTC.

Pour information, les travaux dont le montant est inférieur à 200 k€ TTC, appelés « petits travaux » d'entretien routier, seront pris en compte dans un autre accord-cadre à bons de commandes, indépendant du présent accord cadre.

L'accord-cadre ne comporte pas de minimum

Les montant maximum sont :

lot 1 : 60 M€ TTC sur 4 années

lot 2 : 25 M€ TTC sur 4 années

lot 3 : 20 M€ TTC sur 4 années

lot 4 : 100 M€ TTC sur 4 années

2-4. Typologie des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront des marchés sans bons de commande.

ARTICLE 3. DUREE DE LA VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est divisé en quatre périodes découpées comme ci-dessous, à compter de la date de sa notification ; les marchés subséquents pourront être conclus dès sa notification jusqu'à son expiration.

3-1. Durée de l'accord-cadre

La durée du présent accord-cadre court de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n°1	12 mois
Reconduction n°2	12 mois
Reconduction n°3	12 mois

Si le RPA ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il devra se prononcer au plus tard un mois avant la fin de la période en cours.

Les titulaires ne peuvent refuser la reconduction.

Les marchés subséquents pourront être conclus pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

3-2. Durée et délais d'exécution des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents et les délais d'exécution seront précisés dans les actes d'engagement correspondants.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les travaux au titre des marchés subséquents ne pourra excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de **3 mois**.

ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES

4-1. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

Sans objet.

4-2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

4-3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

4-3.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la

déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

4-3.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies dans les CCAP des marchés subséquents.

4-4. Responsabilités et Assurances

4-4.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

4-4.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Des garanties spécifiques pourront être demandées au niveau des marchés subséquents en fonction de leur nature particulière.

4-4.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Lorsque les travaux relèvent de la responsabilité décennale des constructeurs, l'entreprise devra être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale dont les garanties minimales seront précisées dans les marchés subséquents.

4-5. Clauses sociales et environnementales

4-5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Elles seront précisées dans les marchés subséquents.

4-5.2. Clauses environnementales



Conformément à l'article n °20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché subséquent fixeront des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, la qualité environnementale des matériaux, le taux d'agrégats d'enrobés (AE) dans les différentes couches d'enrobés, la réalisation d'un bilan SEVE TP, l'utilisation d'enrobés à températures abaissées.

4-6. Formes des notifications

Les notifications et correspondances avec le titulaire sont effectuées par le gestionnaire maître d'œuvre ou tout agent mandaté par le RPA, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique.

Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique à l'adresse qu'il précisera dès la notification du marché. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi. Si cela est jugé nécessaire par le gestionnaire ou le titulaire, les échanges peuvent se faire par télécopie (avec accusé de réception automatique) ou par courrier postal ou par remise en main propre à un représentant du titulaire, (avec accusé de réception sous forme papier). Les courriers scannés sont assimilés à des copies. L'original est conservé par l'expéditeur. Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire

et celui-ci sera réputé l'avoir reçue 1 heure après l'envoi.

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG.

Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui **ne devra pas excéder 24 heures**.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu **24 heures** après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire.

Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui **ne devra pas excéder 1 heure**.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu **1 heure après la date d'envoi** figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

4-7. Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

4-8. Ordres de service

Au titre du présent accord cadre :

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution.

Au titre des marchés subséquents :

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées

dans le CCAP des marchés subséquents.

4-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'accord-cadre dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, qui fait office d'acte d'engagement et de CCAP ;
- Le bordereau des prix **pour les lots** n°: 1, 2, 3, 4 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix ;
- Le mémoire technique remis par l'entreprise avec son offre (dans la limite fixée au règlement de la consultation, annexes), dérogation partielle au 4.1 du CCAG
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;

ARTICLE 6. MISES A JOUR DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

6-1. Détermination des Prix

Les prix décrits dans le bordereau des prix de référence de l'accord cadre sont des prix propres à chacun des lots et sont établis sur la base économique en vigueur au mois précédant la date limite de réception des offres de l'accord-cadre (mois m0_{ac}).

Lors de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent, les prix de l'accord cadre indiqués dans le bordereau des prix de référence seront révisés selon la formule de révision prévue à l'accord cadre à l'article 6.3 (ci-dessous).

Cette révision du bordereau des prix de référence permettra de calculer **le montant de référence du chantier (soit le montant total de la tranche ou du marché)** sur la base du bordereau des prix et du détail estimatif spécifique fourni adapté au marché subséquent.

Les prix remis lors des consultations des marchés subséquents pourront être différents de ceux figurant dans le bordereau des prix de référence révisé notamment compte-tenu des contraintes et des opportunités spécifiques du chantier.

Toutefois le montant des prix unitaires et forfaitaires pour un marché subséquent ne pourra pas amener à dépasser le seuil maximum défini en pourcentage dans le tableau ci-dessous pour le montant de référence du chantier correspondant au marché subséquent.

Lors de l'exécution d'un marché subséquent, les prix appliqués sont les prix figurant dans le bordereau des prix spécifiques du marché établi en date de valeur de la consultation et révisés à la date d'exécution des prestations.



Dans le cas où le bordereau des prix spécifique au marché subséquent comporterait des prix nouveaux ne figurant pas dans le bordereau des prix de référence de l'accord cadre, ces prix dits nouveaux ne sont pas contraints par la révision des prix de référence de l'accord cadre à marché subséquent.

6-2. Tableau des seuils bornant les offres pouvant être remises en vue d'un marché subséquent

Niveau de contraintes du chantier défini dans les pièces de la consultation (sauf dans le cas de contraintes faibles)	Niveau de contraintes du chantier défini dans les pièces de la consultation (sauf dans le cas de contraintes faibles)
Contraintes faibles (valeur par défaut : Sauf précision différentes dans les pièces de la consultation)	Pas d'augmentation Pas de limites à la baisse
Contraintes moyennes	+ 5 % maximum Pas de limites à la baisse
Contraintes fortes	+ 10 % maximum Pas de limites à la baisse

La détermination du degré de complexification (contraintes) sera donné par le maître d'ouvrage avec l'appui de son maître d'œuvre et retranscrit dans le Règlement de la Consultation du marché subséquent.

Le niveau de contraintes correspondra à des exigences particulières en vue de la passation des marchés subséquents et portera notamment sur :

- des contraintes environnementales ou d'innovation (ex : zone Natura 2000, zone de captage AEP, contraintes LSE, contraintes riveraines (commerces, particuliers), contraintes amiante, etc)
- des contraintes de phasage (ex : travaux de nuit, réouverture des voies le matin, «dé-basculement » les veilles de week-end, etc...)
- des contraintes de délais...(ex : livraison du chantier avant période de vacances scolaires, etc)



Dans le cas où le bordereau des prix spécifique au marché subséquent comporterait des prix nouveaux ne figurant pas dans le bordereau des prix de référence de l'accord cadre, les contraintes du tableau ci-dessus ne s'appliqueront pas aux prix nouveaux.

6-3. Mises à jour des prix de l'accord-cadre

Les prix utilisés à titre de référence dans l'accord-cadre sont mis à jour lors de chaque consultation des marchés subséquents par application du coefficient multiplicateur **Cn_(ac)** défini ci-après :

$$Cn_{(ac)} = I_{n(ac)} / I_{o(ac)}$$

avec : **I_{o(ac)}** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

$I_{(ac)}$ = Valeur de l'index de référence I , dernier indice connu définitif à la date de consultation.

Pour une consultation donnée cette formule de mise à jour de prix n'est utilisée que pour définir les prix maximum de l'accord-cadre qui serviront de référence pour l'établissement du bordereau des prix spécifique du marché subséquent.

6-2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé au présent Accord-Cadre. Ce mois correspond à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro accord-cadre" (m_{0ac}).

6-3. Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la mise à jour des prix de l'accord-cadre sont :

Index	Désignation
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TSH	Travaux de signalisation horizontale

Ces index sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP et au Moniteur des travaux publics.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lots	Index	Prix
1 à 4	TSH	15 à 18 ; 30.4
	TP08	1 à 8 ; 9.30 ; 10 à 13 ; 14.1 à 14.2 ; 19 à 26 ; 30.1 ; 30.2 ; 30.5
	TP09	9.1 à 9.29 ; 14.3 ; 30.3

ARTICLE 7. PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

7-1. Mise en concurrence

Lors de la survenance des besoins afférents à un lot, tous les titulaires de ce lot issus de l'accord-cadre seront systématiquement remis en compétition sur la base des documents de la consultation du marché subséquent.

Les titulaires seront tenus de remettre une offre pour chaque remise en concurrence ou de justifier par écrit de leur impossibilité de répondre.

Les marchés subséquents feront l'objet d'une mise en concurrence par dossier de consultation adressé à tous les titulaires de l'accord-cadre. La transmission se fera par le profil d'acheteur.

Le dossier de consultation du marché subséquent mentionnera au minimum les éléments suivants :

- l'intitulé et les descriptifs du marché subséquent,
- la pondération des critères de jugement des offres,
- la situation géographique des travaux,
- la durée de la période de préparation éventuelle,
- les mesures relatives à la sécurité et la protection de la santé,
- La typologie des marchés subséquents :
 - reconsultation uniquement sur le prix (si chantier simple),
 - autorisation de variantes permettant des propositions particulières sur les modalités d'exécution,
 - le délai, la prise en compte du développement durable, l'innovation,
 - le niveau de contraintes pour le marché subséquent (cf acte d'engagement marché subséquent),
 - la date limite de remise des offres,
 - les contraintes liées à l'exploitation des voies sous circulation en phase chantier

Les modalités d'utilisation des prix de référence de l'accord-cadre pour les offres des marchés subséquents sont les suivantes :

Les prix de référence de l'accord-cadre après mises à jour en application de l'article 6-1 constituent des prix plafonds. En cela les prix proposés dans le bordereau de prix spécifique du marché subséquent devront être inférieurs ou égaux à ces prix plafonds.



Les modalités d'utilisation des prix de référence de l'accord-cadre pour les offres des marchés subséquents sont les suivantes :

Les prix unitaires de référence de l'accord-cadre après mises à jour en application de l'article 6-1 constituent des prix plafonds. En cela les prix proposés dans le bordereau de prix du marché subséquent devront être inférieurs ou égaux à ces prix plafonds.

Pour autant, en cas d'introduction de prix nouveau (non présent à l'ACMS), il est possible que le montant total du marché subséquent dépasse, le montant calculé par le maître d'œuvre.

7-2. Conditions de la consultation



En cas de 2 non-remises d'offres consécutives à des marchés subséquents, le candidat sera éliminé définitivement de l'accord cadre.

7-2.1. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées au stade de l'accord-cadre.

Elles pourront être autorisées lors des consultations en vue de l'attribution des marchés subséquents.

7-2.2. Prestations supplémentaires éventuelles

Ces prestations seront mentionnées le cas échéant dans le cahier des clauses spéciales des marchés subséquents (CCS).

7-3. Documents fournis aux candidats

- Le règlement de la consultation
- Le cadre de l'acte d'engagement du marché subséquent
- Le cahier des clauses administratives particulières, ce CCAP précisera comment sera formalisé l'accord préalable du maître d'ouvrage pour les Ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché (article 3.8.1 alinéa 2 du CCAG Travaux))
- Le cahier des clauses spéciales (en complément du CCTP de l'AC)

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et/ou forfaitaires :

- **Le cadre du bordereau des prix (où figurent éventuellement des prix nouveaux propres au marché subséquent)**
- **Le cadre du détail estimatif dont les montants devront respecter les stipulations fixées à l'article 6-1 du présent document**

Pour tous les marchés subséquents :

- Des éventuelles pièces complémentaires (plans, études, plan général de coordination si le marché subséquent y est soumis) destinées à figurer dans le marché subséquent
- Des éventuelles pièces complémentaires données à titre indicatif et non destinées à figurer dans le marché subséquent.

Le cahier des clauses spéciales complétera, pour les marchés subséquents, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) figurant dans l'accord-cadre.

7-4. Composition de l'offre pour les marchés subséquents

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement à dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entrepreneur,
- le bordereau des prix spécifique unitaires et forfaitaires, (y compris prestations supplémentaires non prévues à l'accord cadre)
- le détail estimatif spécifique du chantier.
- Le Mémoire technique remis par l'entreprise avec son offre (limité en nombre de pages ou à une partie)
- le SOPAQ (sauf, éventuellement, en cas de reconsultation uniquement sur le prix).

Il est stipulé que le SOPAQ et que le Plan d'Assurance Qualité dans tous les cas (inhérent à chaque marché subséquent) seront en tout point cohérent avec le mémoire technique de chaque accord cadre.

- le Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Élimination des Déchets de chantier SOGED (sauf, éventuellement, en cas de reconsultation uniquement sur le prix).
- Une fiche de suivi SEVE TP
- Des sous-détails de prix pourront également être demandés.

Concernant les marchés favorisant l'innovation ou prenant en compte significativement le développement durable, certains documents explicatifs mentionnés dans le Cahier des Clauses Spéciales des marchés subséquents pourront être demandés et joints au projet de marché.

7-5. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des titulaires de l'accord-cadre pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Le règlement de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent comportera les critères suivants pour le jugement des offres.

- Les critères de jugements seront propres à chaque marché subséquent.
- La pondération précise sera fixée dans le règlement de consultation du marché subséquent en fonction des spécificités techniques.

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches dans le cas d'un marché subséquent le cas échéant.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP, **son offre sera rejetée.** Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 8. MODALITES FINANCIERES DES MARCHES SUBSEQUENTS

8-1. Avance

Si le marché subséquent donne droit à l'avance le pourcentage sera de 30 % ou 40 %.

Le pourcentage de l'avance sera défini dans la cadre des marchés subséquents

8-2. Variation des prix des marchés subséquents

En fonction de la durée et de la nature des prestations des marchés subséquents, une révision ou une actualisation des prix sera définie dans le CCAP des marchés subséquents.

8-3. Pénalités

Elles seront définies dans chaque CCAP de marché subséquent.

ARTICLE 9. CAS DE RESILIATION D'UN ACCORD-CADRE

Le maître d'ouvrage peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin au présent accord-cadre par une décision de résiliation notifiée aux titulaires.

L'accord-cadre d'un des titulaires est résilié à ses torts sans indemnité et après mise en demeure restée infructueuse dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ;
- En cas d'absence de transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail,

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde redressement judiciaire conformément ou en liquidation judiciaire à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne remet pas d'offre lors de la remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent, le maître d'ouvrage peut résilier, sans indemnité, l'accord-cadre le concernant.

Le maître d'ouvrage peut résilier l'accord-cadre sans indemnité et sans mise en demeure en cas de manquements graves dans la réalisation d'un marché subséquent.

ARTICLE 11. CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

11-1. Les conditions de réalisation

Un certain nombre des marchés subséquents pourra faire l'objet d'une action d'insertion par l'emploi.

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

11-2. Les publics visés

- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail), sans activité ou en activité partielle,
- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- des jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- des personnes ayant le statut de réfugié, sur avis motivé d'un prescripteur,

- des bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- les personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville (QPV) éloignées de l'emploi,
- les personnes résidant en Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) éloignées de l'emploi
- les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 11 du présent CCAP.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un temps de travail nécessaire à la production des prestations des lots.

Durée de valorisation : compter de sa première embauche au sein d'une entreprise, quelle que soit la nature du contrat de travail, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché public, reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées dans l'intervalle temporel du contrat public par le salarié, seront comptabilisées dans la limite de 48 mois.

Par principe, si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation seront comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion. En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages, etc.).

11-4. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du lot à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

➤ **1^{ère} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées de ces structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI).
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire, (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) sous réserve des particularités de territoire

➤ **3^{ème} modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, alternance, ...).

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces propositions ou une combinaison de celles-ci.

11-5. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement mobilisant potentiellement un interlocuteur dédié sur chacun des départements concernés.

Cependant, et afin de faciliter la mise en œuvre de cette action, un interlocuteur unique est identifié :

Limoges Métropole - Communauté urbaine
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social
Unité Clauses Sociales
19, rue Bernard Palissy
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1
Tél : 05 55 45 78 93
Mail : insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr
Facilitatrice : Johanna NIVARD

En fonction du lieu d'exécution des travaux, ce dernier pourra réorienter vers un interlocuteur territorial de proximité.

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera communiquée au dispositif d'accompagnement avec lequel il sera en contact.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement. Les personnes ressources seront nommées dans les pièces administratives des marchés subséquents.

- Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- d'accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause
- d'identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- de suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

11-6. Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire fournit aux facilitateurs :

- Préalablement à toute embauche d'un(e) candidat(e) identifié par ses soins : une fiche d'identification avec les documents permettant de justifier de sa situation au regard de l'emploi selon la liste indiquée et un Cv récent
- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé,) et tous documents (pointage des heures, attestations d'embauche, fiches de positionnement) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article X.6 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 11.4 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée à l'article 11.4 du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETSPP ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article XX du présent C.C.A.P.

11.7 Les pénalités relatives à l'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage ;

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du document accord-cadre sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) Accord-cadre :

Dérogations		
l'article 4-6 du présent accord-cadre	déroge à l'article	3.-2.1 du CCAG
l'article 5-1 du présent accord-cadre	déroge à l'article	4.1 du CCAG dans sa partie traitant de la contractualisation de l'offre technique du titulaire

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet

c) Normes françaises homologuées

Sans objet

d) Autres normes

Sans objet

ARTICLE 13. CLAUSE DE MEDIATION

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère :

<https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée ».

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'/des entreprise(s) :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur

à : le :

Date d'effet de l'accord-cadre

Reçu notification de l'accord-cadre

le :

Le titulaire / mandataire du groupement :

Reçu le l'accusé de réception de la notification de l'accord-cadre
du titulaire / mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

à : le :

☐ ANNEXE N° ____ A L'ACCORD-CADRE EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		